ASSEMBLÉE NATIONALE

20 novembre 2024

RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA SÛRETÉ DANS LES TRANSPORTS - (N° 134)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL4

présenté par

Mme Regol, M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky, M. Duplessy et M. Iordanoff

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 6 à 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste supprime le nouvel article L. 2251-10 du code des transports qui autorise les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP à retirer des objets, autres que des armes, susceptibles d'être dangereux ou de gêner ou incommoder des voyageurs.

Il apparaît en effet que cet élargissement considérable des prérogatives de la Sûreté ferroviaire et du GPSR porte une atteinte disproportionnée à la liberté de circulation et à la propriété privée en se fondant sur des critères potentiellement très subjectifs, l'éventuelle appréciation d'un objet susceptible d'être dangereux, de gêner ou incommoder un voyageur - et ne l'ayant donc pas encore fait - pouvant être extrêmement variable d'une personne à l'autre et engendrer des décisions arbitraires renforçant la tension entre agents de sécurité et citoyens.

La possibilité de sanctionner la possession d'un tel objet par une amende existe par ailleurs déjà à l'article R2241-24 du code des transports.